



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2020-194

du 23 NOV. 2020

mettant en demeure la société LORMAFER de respecter certaines prescriptions pour ses installations sur le territoire de la commune de CREUTZWALD en application de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Livre I, Titre 7 du Code de l'Environnement, et notamment son article L.171-8-I ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent TOUVET, préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral DCL n° 20120-A-27 du 24 août 2020 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié autorisant la société LORMAFER à régulariser la situation administrative de ses installations situées sur le territoire de la commune de CREUTZWALD ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 21 octobre 2020 ;

VU le courrier préfectoral du 28 octobre 2020 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre, le projet d'arrêté préfectoral correspondant et lui laissant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant formulées dans le délai imparti ;

considérant que l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral n°2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié dispose : « [...] Ce dispositif est relevé journallement. Les résultats sont portés sur un registre. La quantité d'eau mise en œuvre pour le dégazage et le lavage interne des wagons-citernes sera relevée journallement. Le ratio « consommation

d'eau/nb de wagons traités » sera également calculé et reporté hebdomadairement sur ce registre » ;

Considérant que lors de la visite du 18 décembre 2019, l'Inspection des Installations Classées a remarqué que l'exploitant ne relevait pas de façon journalière sa consommation d'eau (réseau industriel et réseau public), que la quantité d'eau mise en œuvre pour le dégazage et le lavage interne des wagons-citernes n'est pas relevée journalièrement et que le registre ne mentionnait pas le ratio « consommation d'eau/nb de wagons traités » calculé de façon hebdomadaire ;

considérant que lors de la visite du 08 septembre 2020, l'Inspection des Installations Classées a constaté que :

- les dispositifs de mesure totalisateurs des installations de prélèvements d'eau (industrielle et du réseau public) ne sont pas relevés journalièrement ;
- la quantité d'eau mise en œuvre pour le dégazage et le lavage interne des wagons-citernes n'est pas relevée journalièrement ;
- le ratio « consommation d'eau/nb de wagons traités » n'est pas calculé/reporté hebdomadairement sur le registre prévu à cet effet ;

considérant en conséquence que les dispositions de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral susvisé ne sont pas respectées ;

considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

considérant l'absence de réponse de l'exploitant à la date du 18 novembre 2020 à l'information relative à la sanction envisagée ;

sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : - Dispositions

La société LORMAFER, dont le siège social est situé à La Houve Siège 1 à CREUTZWALD (57 150), est mise en demeure de respecter, pour ses activités de traitement de wagons-citernes, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral n°2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié : « [...] Ce dispositif est relevé journalièrement. Les résultats sont portés sur un registre. La quantité d'eau mise en œuvre pour le dégazage et le lavage interne des wagons-citernes sera relevée journalièrement. Le ratio « consommation d'eau/nb de wagons traités » sera également calculé et reporté hebdomadairement sur ce registre ».

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : voies de recours

En vertu de l'article L171-11 du code de l'environnement :

« Les décisions prises en application des articles L.171-7, L.171-8 et L. 171-10, sont soumises à un contentieux de pleine juridiction ».

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 4 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société LORMAFER dont une copie est également transmise, pour information, à Madame le sous-préfet de FORBACH-BOULAY-MOSELLE et au maire de CREUTZWALD.

Fait à Metz, le

23 NOV. 2020

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Olivier DELCAYROU

